

Commune de Nogent-sur-Vernisson

ARRIVE LE
09 FEV. 2015

date de dépôt : 28 octobre 2014
demandeur : ADIM NORMANDIE CENTRE,
représentée par Monsieur BLEUZEN Franck
pour : construction d'un centre d'incendie et
de secours

adresse terrain : RUE Georges Bannery, à
Nogent-sur-Vernisson (45290)

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire
au nom de la commune de Nogent-sur-Vernisson

Courier arrivé le

11 FEV. 2015

DDT du Loiret SUA/PADS

Le maire de Nogent-sur-Vernisson,

VU la demande de permis de construire présentée le 28 octobre 2014 par ADIM NORMANDIE CENTRE, représentée par monsieur BLEUZEN Franck demeurant 335 RUE de Rouvray, Petit-Couronne (76850);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un centre d'incendie et de secours ;
- sur un terrain situé RUE Georges Bannery, à Nogent-sur-Vernisson (45290) ;
- pour une surface de plancher créée de 1 193 m² ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/07/2013 ;

VU l'avis d'ERDF - Accueil Raccordement Electricité - Région Centre - Traitement de CU et AU en date du 14/01/2015 pour une puissance de raccordement de 71 KVA triphasé ;

VU l'avis favorable de Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret en date du 29/12/2014 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Respecter les prescriptions émises par :

- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
dont photocopies annexées au présent arrêté.

- La construction sera raccordée aux réseaux publics existants.
- Les branchements aux réseaux seront réalisés en souterrain.
- Les eaux pluviales seront recueillies et éliminées sur le fonds du pétitionnaire.

- La commune ayant été déclarée sinistrée au titre des conséquences des sécheresses successives sur les constructions, le demandeur est invité à prendre des précautions pour prévenir ce risque naturel et mettre en œuvre des fondations adaptées (profondeur et ferrailage suffisants).

- Pendant toute la durée du chantier, le bénéficiaire devra veiller d'une part à ce que les véhicules ou engins utilisés sur place par les entreprises et débouchant sur le domaine public n'apportent aucune nuisance et gêne aux riverains immédiats et d'autre part que toutes dispositions soient prises pour ne pas souiller les voies publiques.

- La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement. Les montants de la part communale et de la part départementale, ainsi que les modalités de versement, vous seront communiqués ultérieurement.

- Le bénéficiaire sera redevable de la redevance d'archéologie préventive prévue à l'article L 332-6-4° du code de l'urbanisme.

- Cette redevance fera l'objet des titres de recettes correspondants.

Le 02/02/2015

Le maire,

Michel LE ROUX



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1861 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.